Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 286

JUIN 2018

Note d'information sur la nouvelle structure du bulletin mensuel du marché monétaire

---

Le Bulletin du marché monétaire, élaboré mensuellement par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), depuis 1994, est mis à la disposition des acteurs dudit marché et du public afin de les informer sur les évolutions des transactions et des taux pratiqués sur ce marché.

Avec l'entrée en vigueur du nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire, le 11 juin 2018, il a été nécessaire d'arrimer cette publication à la nouvelle donne. Ainsi, les références aux Guichets A et B ont été abandonnées pour laisser place aux nouveaux instruments prévus dans la décision du Comité de Politique Monétaire n°3/CPM/2016 du 15 juin 2016 (opération principale d'injection de liquidité, opération de réglage fin, facilités permanentes, opération de maturité longue et opération structurelle).

De la sorte, la refonte s'est articulée sur les trois volets qui structurent généralement ce type de document, à savoir le plan, la méthode d'analyse et la présentation des tableaux statistiques. Cette nouvelle organisation du Bulletin du marché monétaire permet d'appréhender les analyses et de disposer des statistiques sur l'activité du compartiment interbancaire, sur le compartiment des interventions de la Banque Centrale, sur le marché des titres de créances publics et privés, ainsi que d'autres informations pertinentes du marché monétaire de la CEMAC.

Comme les précédentes publications, ce Bulletin mensuel rénové comporte des annexes et des décisions du Comité de Politique Monétaire. Ainsi, il propose aux lecteurs une vision contemporaine des activités du marché monétaire.

Sommaire

	Pages
Liste des abréviations	**3**
Résumé des opérations du mois de juin 2018	**4**
I- Activités du compartiment interbancaire	**4**
II- Evolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	**4**
A- Evolution des taux de la BEAC	**4**
a) Taux débiteurs	4
b) Taux d'intérêt sur les placements des banques	5
B- Interventions de la Banque Centrale	**5**
B-1) Opérations principales d'injection de liquidité	5
a) Volumes échangés	5
b) Taux des adjudications observés	6
B-2) Facilités permanentes	6
B-3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables	6
B-4) Autres interventions	7
III- Evolution du marché des titres publics	**7**
Statistiques du marché monétaire	**8**
I- Statistiques du compartiment interbancaire (Ia à **Ic)**	9-10
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale (IIIa à **IIIp)**	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics (IIa à **IIi)**	14-17
IV- Autres statistiques (Iva à **IVp)**	18-28
Annexes	**27**
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	28
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	33
Annexe 3a : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Cameroun, Centrafrique et Congo)	37
Annexe 3b : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad)	38

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Economique de l'Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Economies
DERS	:	Direction des Etudes, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPPo	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
$TISPP_1$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
$TISPP_2$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d'intérêt sur les Crédits Consolidés sur les Etats

Résumé des opérations du mois de juin 2018

Au cours du mois de juin, le compartiment interbancaire a connu une expansion considérable de son activité, se situant à 114,4 milliards contre 8 milliards un mois plus tôt. S'agissant des injections de liquidité par l'Institut d'Emission dans le système bancaire, la BEAC a lancé dès le 11 juin 2018 son premier appel d'offres régional à taux multiples. L'encours moyen des injections au cours de la période est revenu à 483,2 milliards en juin 2018 contre 507,6 milliards un mois auparavant.

Sur le marché des titres publics, treize (13) nouvelles émissions d'un montant total de 137,1 milliards ont été enregistrées en juin 2018 contre douze (12) émissions d'un montant total de 152,1 milliards comptabilisées en mai 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du segment interbancaire s'est accru exponentiellement. Le montant total des transactions a atteint 114,4 milliards en juin 2018 contre 8 milliards un mois auparavant. Trente (30) opérations ont été comptabilisées, dont douze (12) à caractère national et dix-huit (18) régionales incluant une opération de revolving. Les taux d'intérêt appliqués ont varié de 3,10 % à 8,50 % pour des durées comprises entre 7 jours et 92 jours.

II- Evolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en application le 11 juin 2018 avec le lancement du premier appel d'offres régional à taux variables. Les interventions de la Banque Centrale se font désormais avec des instruments plus cohérents et une meilleure prise en compte des différentes formes de problèmes de liquidité, notamment à travers la modernisation de l'opération principale de refinancement, l'instauration des opérations de réglage fin, des facilités permanentes *(prêts et dépôts)*, des opérations de plus longues maturités *(1,3,6,9 et 12 mois)* et des opérations structurelles *(achats/ventes temporaires ou fermes de titres et émission de bons BEAC).*

Dorénavant, la nouvelle stratégie de politique monétaire consiste à piloter le taux interbancaire de référence autour du TIAO et à l'intérieur d'un corridor constitué par le taux de la facilité de prêt marginal (comme taux plafond) et le taux de la facilité de dépôt (comme taux plancher).

A- Evolution des taux de la BEAC

Les taux appliqués aux opérations de la BEAC sont restés inchangés au cours de la période de référence et se présentent comme suit au 30 juin 2018 :

a) <u>Taux débiteurs</u>

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **2,95 %** ;

- Taux d'intérêt de prise en pension (TIPP)[1] : **4,70 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **7,00 %.**

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

Les taux d'intérêt sur les placements des banques n'ont pas varié :

- Placements à 7 jours utilisés comme facilités de dépôt : **2,95 %**
- Placement à 28 jours : **0,0625 %** ;
- Placements à 84 jours : **0,125 %.**

Les taux de rémunération des dépôts publics sont également restés inchangés :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP$_1$) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP$_2$) : **0,00 %.**

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est de **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

B-1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période sous revue, l'essentiel des concours de l'Institut d'Emission au système bancaire concerne l'opération principale d'injection de liquidité. En effet, du 11 au 30 juin 2018, trois appels d'offres ont été effectués pour un encours moyen mensuel de 283,2 milliards.

La situation par pays des interventions de ce type montre que les établissements de crédit de la Guinée Equatoriale ont bénéficié des avances d'un encours moyen de 147,6 milliards, représentant 52% du montant moyen mensuel injecté par ce mécanisme ; les établissements de crédit des cinq autres Etats ont reçu les 48% restants, respectivement 51,4 milliards pour le Congo, 38 milliards pour le Tchad, 26,5 milliards pour le Cameroun, 19,7 milliards pour le Gabon et 43 millions pour la la RCA.

[1] Ce taux a été utilisé comme facilité de prêt marginal au cours du mois de juin 2018.

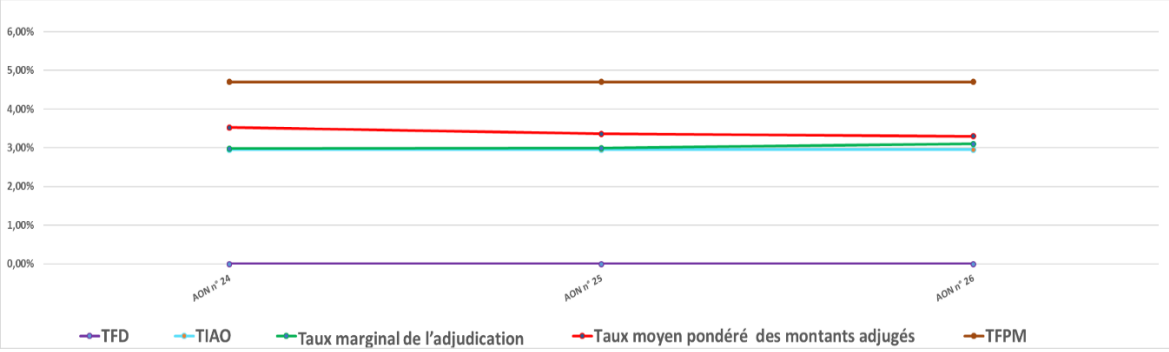
b) Taux des adjudications observés

Depuis le lancement des appels d'offres régionaux à taux multiples et en raison de son caractère concurrentiel, il a été observé globalement un rehaussement du coût de la monnaie banque centrale comparativement à la période précédente durant laquelle les adjudications étaient à taux fixe. En effet, le taux marginal a augmenté au cours des trois premières semaines de la mise en œuvre du nouveau cadre opérationnel de politique monétaire, s'établissant respectivement à 2,98 %, 2,99 % et 3,10 %.

Parallèlement, le taux moyen pondéré des soumissions s'est situé à 3,41 %, 3,33% et 3,26%, tandis que le taux moyen pondéré des adjudications est ressorti respectivement à 3,52%, 3,36% et 3,30 %.

Enfin, le taux minimum proposé par les établissements de crédit s'est situé au niveau du TIAO, alors que le taux maximum a été de 4,65 % pour le premier appel d'offres et 4,50% pour le deux derniers.

<u>Graphique 1</u> : Evolution des taux des adjudications sur l'opération principale d'injection de liquidité



B-2) *Facilités permanentes*

Concernant les ***facilités permanentes***, le volume moyen des avances au titre des opérations de prêt marginal s'est situé en moyenne à 595 millions en juin 2018. Ces interventions ont été sollicitées pour l'essentiel par un établissement de crédit implanté au Cameroun. La facilité de dépôt n'a pas été mobilisée pendant la période examinée.

B-3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Emission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement (ancien Guichet B), a diminué à 56,1 milliards au 30 juin 2018 contre 60,2 milliards en mai 2018. Ces concours, bénéficiant en grande partie à la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, et dans une moindre mesure à un établissement de crédit situé en RCA, ont décliné sous l'effet jumelé d'une tombée d'échéance de remboursement.

B-4) Autres interventions

Les autres instruments de politique monétaire, en particulier les opérations de réglage fin, les opérations de plus longues maturités et structurelles, n'ont pas été actionnés au cours du mois de juin 2018, en dehors de deux avances intra journalières accordées aux banques du Tchad pour un encours moyen de 554 millions.

A la suite de l'apurement progressif des créances consolidées en septembre 2017 sur certains établissements de crédit, le volume moyen des ***avances au taux de pénalité***, détenues essentiellement par deux banques établies au Tchad, a été ramené à 136,1 milliards en juin 2018 contre 142,2 milliards en mai 2018.

Par ailleurs, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la ***liquidité d'urgence*** aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel s'élève à 7,2 milliards au 30 juin 2018 contre 7,5 milliards en mai 2018.

III- Evolution du marché des titres publics

En liaison avec le contexte économique dans la CEMAC, le compartiment primaire du marché des titres publics émis par adjudication organisée par la BEAC est demeuré actif au cours du mois de juin 2018. En nombre, treize nouvelles émissions de BTA ont été enregistrées en juin 2018, contre douze émissions de BTA et une émission d'OTA en mai 2018. En valeur, les émissions ont régressé à 137,1 milliards en juin 2018 contre 152,1 milliards un mois auparavant, soit une diminution nette de 9,7%.

Pour le mois de juin 2018, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines comme l'indique la répartition ci-dessous :

- trois (3) émissions de BTA de 13 semaines pour une valeur globale de 37 milliards de FCFA, dont une (1) émission du Cameroun d'un montant de 10 milliards et deux (2) émissions du Gabon pour un total de 27 milliards ;

- huit (8) émissions de BTA de 26 semaines ont été effectuées pour un volume global de 61 milliards de FCFA, dont deux (2) émissions du Cameroun d'un montant total de 14 milliards, une (1) émission de la République centrafricaine de 4 milliards, deux (2) émissions pour le Congo d'une valeur totale de 6 milliards, deux (2) émissions du Gabon d'un montant global de 24 milliards et une émission du Tchad de 13 milliards ;

- deux (2) émissions de BTA de 52 semaines pour 39,1 milliards de FCFA, dont 3 milliards pour la Guinée Equatoriale et 36,1 milliards levés par le Tchad.

Statistiques du marché monétaire à fin juin 2018

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : Récapitulatif des opérations du marché interbancaire

(Montants cumulés en FCFA)

	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	77 703 250 000	77,0	23 150 000 000	23,0	100 853 250 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	500 000 000	14,3	3 000 000 000	85,7	3 500 000 000
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	10 000 000 000	7,8	118 300 000 000	92,2	128 300 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	61 500 000 000	100,0	61 500 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	89 103 250 000	30,1	206 984 404 300	69,9	296 087 654 300

Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité

Années	Périodes	TIMP en % par maturité				
		7jours	2 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	6,00	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	3,25	6,00	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	6,00	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	3,25	-	5,26	4,00	-

Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en juin 2018

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	Opération	%	Opération	%	
Cameroun	27 603 250 000	87,34	4 000 000 000	12,66	31 603 250 000
Gabon			52 400 000 000	100	52 400 000 000
Guinée Equatoriale			29 500 000 000	100	29 500 000 000
Tchad	900 000 000	100			900 000 000
Total	**28 503 250 000**	**24,91**	**85 900 000 000**	**75,09**	**114 403 250 000**

II- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA en juin 2018						
	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	26 496	595	-	-	-	-	27 091
Centrafrique	43	-	-	-	-	433	476
Congo	51 408	-	-	-	-	55 654	107 062
Gabon	19 698	-	-	-	-	-	19 698
Guinée Equatoriale	147 560	-	-	-	-	-	147 560
Tchad	38 030	-	554	136 092	7 206	-	181 882
CEMAC	**283 235**	**595**	**554**	**136 092**	**7 206**	**56 087**	**483 769**

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%) (*)
2018	14/06/2018 au 21/06/2018	AON n° 24	285 000	357 048	285 000	20	41,67	39	125,28	2,95	4,65	2,98	3,41	3,52	6,00
	21/06/2018 au 28/06/2018	AON n° 25	285 000	310 932	285 000	19	40,43	38	109,10	2,95	4,50	2,99	3,33	3,36	3,25
	28/06/2018 au 05/07/2018	AON n° 26	275 000	313 968	275 000	19	40,43	36	114,17	2,95	4,50	3,10	3,26	3,30	3,25

TIMP : Taux interbancaire moyen pondéré

Tableau IIc : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Juin 2017 - juin 2018)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	juin-17	juin-18	Variations en %	juin-17	juin-18	Variations en %	juin-17	juin-18	Variations en %
1. Montants des accords de classement valides	**61 303**	**39 268**	**-35,94**	**16 062**	**15 881**	**-1,13**	**83 340**	**83 840**	**0,60**
. Accords à court terme	61 303	39 268	-35,94	15 362	15 181	**-1,18**	0	500	-
. Accords à moyen terme irrévocable	**0**	**0**	-	**700**	**700**	**0,00**	**83 340**	**83 340**	0,00
2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles	**361 644**	**288 353**	**-20,27**	**5 369**	**4 233**	**-21,16**	**168 691**	**138 036**	**-18,17**
a/Instruments de refinancement	361 644	288 353	-20,27	4 725	3 799	-19,60	96 313	83 088	**-13,73**
b/Guichet spécial de refinancement [1]	0	0	-	644	434	-32,61	72 378	54 948	**-24,08**
3. Objectifs de refinancement [2]	**200 000**	**n/a**	-	**50 000**	**n/a**	-	**180 000**	**n/a**	-
4. Encours des tirages du système bancaire	**199 989**	**29 615**	**-85,19**	**644**	**557**	**-13,51**	**97 604**	**101 848**	**4,35**
a/Instruments de refinancement	199 989	29 615	-85,19	0	124	-	30 000	46 900	**56,33**
b/Guichet spécial de refinancement [1]	**0**	**0**	-	**644**	433	**-32,76**	67 604	54 948	**-18,72**
5. Ratios de refinancement (pourcentage du volume des refinancements)									
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	326%	75%	-250,81	4%	4%	-0,50	117%	121%	4,36
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	55%	10%	-45,03	12%	13%	1,16	58%	74%	15,92
c/ Par rapport à l'Objectif de Refinancement (4/3)	100%	-	-	1%	-	-	38%	-	-

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.
(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Juin 2017 - Juin 2018)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	juin-17	juin-18	Variations en %	juin-17	juin-18	Variations en %	juin-17	juin-18	Variations en %	juin-17	juin-18	Variations en %
1. Montants des accords de classement valides	**18 000**	**2 750**	**-554,55**	**200 000**	**175 000**	**-14,29**	**40 424**	**27 200**	**-32,71**	**419 129**	**343 939**	**-17,94**
. Accords à court terme	18 000	2 750	-554,55	200 000	175 000	-14,29	40 424	27 200	-32,71	335 089	259 899	-22,44
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	84 040	84 040	0,00
2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles	**120 281**	**91 405**	**-31,59**	**179 950**	**157 416**	**-14,31**	**269 963**	**197 775**	**-36,50**	**606 279**	**877 218**	**44,69**
a/Instruments de refinancement	120 281	91 405	-31,59	179 950	157 416	-14,31	269 963	197 775	-36,50	575 292	821 836	42,86
b/Guichet spécial de refinancement [1]	**0**	**0**	-	**0**	**0**	-	**0**	**0**	-	**30 987**	**55 382**	**78,73**
3. Objectifs de refinancement [2]	**80 000**	**n/a**	-	**240 000**	**n/a**	-	**300 000**	**n/a**	-	**1 050 000**	**n/a**	-
4. Encours des tirages du système bancaire	**79 927**	**19 000**	**-320,67**	**129 500**	**147 432**	**12,16**	**193 810**	**181 560**	**-6,75**	**272 865**	**480 012**	**75,92**
a/Instruments de refinancement	79 927	19 000	-320,67	129 500	147 432	12,16	193 810	181 560	-6,75	241 878	424 631	75,56
b/Guichet spécial de refinancement [1]	0	0	-	0	0	-	0	0	**0**	30 987	55 381	78,72
5. Ratios de refinancement *(pourcentage du volume des refinancements)*												
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	444,0%	690,9%	246,87	64,8%	84,2%	19,50	479,4%	667,5%	188,06	65,1%	139,6%	74,46
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	66,5%	20,8%	-45,66	72,0%	93,7%	21,69	71,8%	91,8%	20,01	45,0%	54,7%	9,71
c/ Par rapport à l'Objectif de Refinancement (4/3)	99,9%	-	-	54,0%	-	-	64,6%	-	-	26,0%	-	-

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.
(2) Y compris 150 milliards pour la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau IIe : Situation analytique des réserves obligatoires

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Etats	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Niveau des réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées
	Situation au 10/04/2018 (1)	Situation au 20/04/2018 (2)	Situation au 30/04/2018 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10/04/2018 (6)	Situation au 20/04/2018 (7)	Situation au 30/04/2018 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+ 7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(11)	(12)
Cameroun	2 461 919	2 404 211	2 371 895	2 412 675	165 053	1 870 236	1 870 872	1 879 485	1 873 531	81 283	246 336	242 031
Centrafrique	110 010	118 633	109 600	112 748	7 892	60 949	55 697	55 619	57 422	2 584	10 476	10 670
Congo	915 639	919 913	920 554	918 702	64 309	306 713	307 107	289 759	301 193	13 554	77 863	79 088
Gabon	1 126 217	1 172 940	1 186 234	1 161 797	81 326	795 399	793 861	796 019	795 093	35 779	117 105	113 711
Guinée Equatoriale	750 123	852 649	834 141	812 304	56 861	342 312	331 097	335 956	336 455	15 140	72 001	72 722
Tchad (1)	540 487	524 621	558 653	541 254	17 838	112 874	121 221	125 497	119 864	2 478	20 316	19 446
CEMAC	**5 904 395**	**5 992 967**	**5 981 077**	**5 959 480**	**393 279**	**3 488 483**	**3 479 855**	**3 482 335**	**3 483 558**	**150 818**	**544 097**	**537 669**

(1) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

Tableau IIf : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

Année 2018	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées
	Situation au 10 (1)	Situation au 20 (2)	Situation au 28/30/31 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10 (6)	Situation au 20 (7)	Situation au 28/30/31 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(11)	(12)
Janvier	6 183 158	5 969 963	7 443 690	6 532 270	359 112	3 304 293	3 319 826	3 408 054	3 362 936	131 035	490 147	476 280
Février	5 892 267	5 954 350	5 808 214	5 884 944	316 075	3 287 377	3 375 395	3 265 753	3 320 760	133 483	449 558	490 147
Mars	6 032 265	5 801 875	5 711 195	5 848 445	387 493	3 263 325	3 287 276	3 195 169	3 248 590	141 306	528 799	449 558
Avril	5 652 584	5 578 401	5 514 341	5 581 775	390 724	3 248 750	3 260 203	3 287 372	3 265 442	146 945	537 669	528 799
Mai	5 904 395	5 992 967	5 981 077	5 959 480	393 279	3 488 483	3 479 855	3 482 335	3 483 558	150 818	544 097	537 669

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires intervenu en decembre 2017

Tableau IIj : Situation des réserves obligatoires au 30 juin 2018 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période))

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	**246 336**	**10 476**	**77 863**	**117 105**	**72 001**	**20 316**	***544 097***
Solde des comptes-courants à la BEAC	**780 936**	**25 520**	**234 182**	**320 203**	**273 758**	**35 539**	**1 670 138**
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	**31,54%**	**41,05%**	**33,25%**	**36,57%**	**26,30%**	**57,17%**	**32,58%**

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques, depuis mai 2012.

Tableau IIk : Agrégats de monnaie du Cameroun, de la RCA et du Congo

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mai	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin
I - Cameroun											
1- Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 015 267	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 295	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	192 014	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,37%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%
II - Centrafrique											
1- Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	129 703	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	662	644	731	655	544	557
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	200,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%
III - Congo											
1- Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 236 141	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886
2 - Montant des accords de classement	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840
3 - Refinancement BEAC	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	102 378	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	8,28%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%

(1) dont 150 milliards pour la BDEAC.

(2) dont une partie pour la BDEAC.

(3) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau III : Agrégats de monnaie du Gabon, de la Guinée Équatoriale, du Tchad et de la CEMAC

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin
IV - Gabon											
1 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433
2 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750
3 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%
V - Guinée Equatoriale											
1 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372
2 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000
3 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%
VI - Tchad											
1 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046
2 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200
3 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%
VII - CEMAC											
1 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567
2 - Montant des accords de classement	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938
3 - Refinancement BEAC	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%

(1) dont 150 milliards pour la BDEAC.

(2) dont une partie pour la BDEAC.

(3) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIm : Opérations du crédit et du marché monétaire

Juin 2018

Rubriques	Pays						CEMAC [1]
	Cameroun	Centrafrique	Congo [1]	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	39 268	15 881	83 840	2 750	175 000	27 200	343 939
Refinancements accordés	29 615	538	101 848	19 000	147 432	181 560	479 992
1. Instruments de refinancement	*29 615*	*124*	*46 900*	*19 000*	*147 432*	*181 560*	424 631
2. Guichet spécial de refinancement	*0*	*414*	*54 948*	*0*	*0*	*0*	55 361
Niveaux des réserves obligatoires à constituer	*246 336*	*10 476*	*77 863*	*117 105*	*72 001*	*20 316*	544 097
Autres interventions (ponctions de liquidité) [2]	*0*	*0*	*55*	*0*	*0*	*0*	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	***73***	*1*	*238*	*66*	*339*	341	1 058
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 [3]	576 898	80 484	572 000	452 500	600 357	479 430	2 761 669
Impayés sur avances statutaires	0	1	0	0	8 347	0	8 348
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) [4]	432	642	432	432	432	432	2 802
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	20	31	20	20	20	20	131

(1) Le refinancement sur le guichet B au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.
(2) Fonds de bonification de la BDEAC.
(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des engagements des Etats ont été consolidés au 31 décembre 2017. Ces chiffres intègrent les engagements vis-à-vis du GABAC.
(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics du Cameroun au 30 juin 2018

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CM1100000601 BTA-13 27-JUIL-2018	BTA	25/04/2018	27/07/2018	13 semaines	7 000
CM1100000619 BTA-13 10-AOUT-2018	BTA	09/05/2018	10/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000627 BTA-13 17-AOUT-2018	BTA	16/05/2018	17/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000635 BTA-13 24-AOUT-2018	BTA	23/05/2018	24/08/2018	13 semaines	7 000
CM1100000643 BTA-13 07-SEPT-2018	BTA	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines	10 000
CM1200000576 BTA-26 20-JUIL-2018	BTA	17/01/2018	20/07/2018	26 semaines	5 000
CM1200000584 BTA-26 31-AOUT-2018	BTA	28/02/2018	31/08/2018	26 semaines	10 000
CM1200000592 BTA-26 07-SEPT-2018	BTA	07/03/2018	07/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000601 BTA-26 14-SEPT-2018	BTA	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000618 BTA-26 10-OCTO-2018	BTA	11/04/2018	10/10/2018	26 semaines	5 000
CM1200000626 BTA-26 02-NOVE-2018	BTA	02/05/2018	02/11/2018	26 semaines	7 000
CM1200000634 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000642 BTA-26 28-DECE-2018	BTA	27/06/2018	28/12/2018	26 semaines	7 000
CM1300000377 BTA-52 24-AOUT-2018	BTA	23/08/2017	24/08/2018	52 semaines	5 000
CM1300000385 BTA-52 14-SEPT-2018	BTA	13/09/2017	14/09/2018	52 semaines	3 500
CM1300000393 BTA-52 12-OCTO-2018	BTA	11/10/2017	12/10/2018	52 semaines	4 500
CM1300000401 BTA-52 19-AVRI-2019	BTA	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
Total					**117 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics de la République centrafricaine au 30 juin 2018

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CF1200000286 BTA-26 26-OCTO-2018	BTA	25/04/2018	26/10/2018	26 semaines	5 500
CF1200000294 BTA-26 21-DECE -2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	4 000
Total					**9 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics du Congo

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
CG1100000146 BTA-13 27-JUIL-2018	BTA	25/04/2018	27/07/2018	13 semaines	4 010
CG1200000038 BTA-26 05-OCTO-2018	BTA	05/04/2018	05/10/2018	26 semaines	5 000
CG1200000046 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines	2 600
CG1200000053 BTA-26 07-DECE-2018	BTA	08/06/2018	07/12/2018	26 semaines	4 000
CG1200000061 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	2 000
Total					**17 610**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIId : Liste des titres publics du Gabon au 30 juin 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Maturité OTA (En années)	Montant levé par le Trésor
GA1100000544 BTA-13 13-JUIL-2018	BTA	11/04/2018	13/07/2018	13 semaines		15 000
GA1100000551 BTA-13 27-JUIL-2018	BTA	25/04/2018	27/07/2018	13 semaines		16 000
GA1100000569 BTA-13 10-AOUT-2018	BTA	09/05/2018	10/08/2018	13 semaines		15 000
GA1100000577 BTA-13 24-AOUT-2018	BTA	23/05/2018	24/08/2018	13 semaines		12 500
GA1100000585 BTA-13 31-AOUT-2018	BTA	30/05/2018	31/08/2018	13 semaines		15 000
GA1100000593 BTA-13 07-SEPT-2018	BTA	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines		15 000
GA1100000601 BTA-13 28-SEPT-2018	BTA	27/06/2018	28/09/2018	13 semaines		12 000
GA1200000618 BTA-26 06-JUIL-2018	BTA	03/01/2018	06/07/2018	26 semaines		9 000
GA1200000626 BTA-26 20-JUIL-2018	BTA	17/01/2018	20/07/2018	26 semaines		8 500
GA1200000634 BTA-26 03-AOUT-2018	BTA	31/01/2018	03/08/2018	26 semaines		5 000
GA1200000642 BTA-26 17-AOUT-2018	BTA	14/02/2018	17/08/2018	26 semaines		7 500
GA1200000659 BTA-26 14-SEPT-2018	BTA	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines		12 500
GA1200000667 BTA-26 05-OCTO-2018	BTA	04/04/2018	05/10/2018	26 semaines		12 000
GA1200000675 BTA-26 19-OCTO-2018	BTA	18/04/2018	19/10/2018	26 semaines		12 000
GA1200000683 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		15 000
GA1200000691 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000709 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines		12 000
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						**221 000**
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018	OTA	23/11/2016	26/11/2018		2 ANS	5 000
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018#1	OTA	16/12/2016	26/11/2018		2 ANS	10 000
GA2A00000041 OT 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,50% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000051 OT 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
Sous-total (OTA)						**62 049**
Total						**283 049**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics de la Guinée Equatoriale au 30 juin 2018

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA (En semaines)	Montant levé par le Trésor
GQ1300000429 BTA-52 09-AOUT-2018	BTA	09/08/2017	09/08/2018	52 semaines	10 000
GQ1300000437 BTA-52 21-SEPT-2018	BTA	20/09/2017	21/09/2018	52 semaines	15 000
GQ1300000445 BTA-52 26-OCTO-2018	BTA	25/10/2017	26/10/2018	52 semaines	5 500
GQ1300000452 BTA-52 09-NOVE-2018	BTA	08/11/2017	09/11/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000461 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines	10 000
GQ1300000478 BTA-52 07-DECE-2018	BTA	06/12/2017	07/12/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV-2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines	1 500
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV-2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000528 BTA-52 10-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	10/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2018	52 semaines	5 000
GQ1300000544 BTA-52 14-JUIN-2019	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines	3 000
		Total			**101 500**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics du Tchad au 30 juin 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)	OTA (En années)	
TD1200000149 BTA-26 20-JUIL-2018	BTA	17/01/2018	20/07/2018	26 semaines		20 500
TD1200000164 BTA-26 17-SEPT-2018	BTA	19/03/2018	17/09/2018	26 semaines		31 500
TD1200000172 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		22 500
TD1200000180 BTA-26 23-NOVE-2018	BTA	23/05/2018	23/11/2018	26 semaines		9 100
TD1200000198 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		13 000
TD1300000239 BTA-52 03-AOUT-2018	BTA	02/08/2017	03/08/2018	52 semaines		13 000
TD1300000247 BTA-52 24-AOUT-2018	BTA	23/08/2017	24/08/2018	52 semaines		15 000
TD1300000254 BTA-52 31-AOUT-2018	BTA	30/08/2017	31/08/2018	52 semaines		26 500
TD1300000262 BTA-52 07-SEPT-2018	BTA	06/09/2017	07/09/2018	52 semaines		15 000
TD1300000271 BTA-52 19-OCTO-2018	BTA	18/10/2017	19/10/2018	52 semaines		7 500
TD1300000288 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines		8 000
TD1300000296 BTA-52 21-DECE-2018	BTA	20/12/2017	21/12/2018	52 semaines		13 500
TD1300000304 BTA-52 11-JANV-2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV-2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1300000321 BTA-52 08-FEVR-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2019	BTA	14/03/2018	15/03/2018	52 semaines		15 000
TD1300000353 BTA-52 24-JUIN-2019	BTA	21/06/2018	24/06/2019	52 semaines		36 111
Sous-total (BTA)						**286 711**
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 23-SEPT-2020	OTA	23/9/2015	23/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	OTA	30/9/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	OTA	25/3/2016	25/3/2020		4 ANS	30 000
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT-2020	OTA	19/8/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV-2019	OTA	01/1/2016	02/1/2019		3 ANS	30 000
TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO-2018	OTA	28/09/2016	01/10/2018		2 ANS	5 000
TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO-2018	OTA	19/10/2016	22/10/2018		2 ANS	9 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE-2018	OTA	28/12/2016	31/12/2018		2 ANS	15 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN-2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						**204 560**
Total						**491 271**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis au 30 juin 2018

(en millions de FCFA)

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	117 000	11,47	0	0,00	117 000	11,47
RCA	9 500	0,93	0	0,00	9500	0,93
Congo	17 610	1,73	0	0,00	17610	1,73
Gabon	221 000	21,67	62 049	6,08	283049	27,75
Guinée Equatoriale	101 500	9,95	0	0,00	101500	9,95
Tchad	286 711	28,11	204 560	20,06	491271	48,17
CEMAC	**753 321**	**73,86**	**266 609**	**26,14**	**1 019 930**	**100,00**

Tableau IIh : BTA émis par adjudication en juin 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Prix
Congo	26 semaines	CG1200000053	mercredi 6 juin 2018	vendredi 8 juin 2018	4 000	6,41	vendredi 7 décembre 2018	132,50	142	3 858	4 000	96,76
Cameroun	13 semaines	CM1100000643	mercredi 6 juin 2018	vendredi 8 juin 2018	10 000	2,91	vendredi 7 septembre 2018	370,10	2 901	7 099	10 000	99,26
Gabon	13 semaines	GA1100000593	mercredi 6 juin 2018	vendredi 8 juin 2018	15 000	3,95	vendredi 7 septembre 2018	277,33	6 600	8 400	15 000	99,00
Gabon	26 semaines	GA1200000691	mercredi 13 juin 2018	vendredi 15 juin 2018	12 000	3,98	vendredi 14 décembre 2018	338,33	2 280	9 720	12 000	97,99
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000544	mercredi 13 juin 2018	vendredi 15 juin 2018	3 000	7,95	vendredi 14 juin 2019	20,00	0	3 000	3 000	91,96
Tchad	26 semaines	TD1200000198	mercredi 13 juin 2018	vendredi 15 juin 2018	13 000	6,46	vendredi 14 décembre 2018	99,62	10 000	3 000	13 000	96,73
République centrafricain	26 semaines	CF1200000294	mercredi 20 juin 2018	vendredi 22 juin 2018	4 000	5,13	vendredi 21 décembre 2018	100,00	4 000	0	4 000	97,41
Congo	26 semaines	CG1200000061	mercredi 20 juin 2018	vendredi 22 juin 2018	2 000	6,40	vendredi 21 décembre 2018	43,16	158	1 842	2 000	96,76
Cameroun	26 semaines	CM1200000634	mercredi 20 juin 2018	vendredi 22 juin 2018	7 000	2,70	vendredi 21 décembre 2018	378,00	1 272	5 728	7 000	98,64
Gabon	26 semaines	GA1200000709	mercredi 20 juin 2018	vendredi 22 juin 2018	12 000	3,61	vendredi 21 décembre 2018	242,17	2 083	9 917	12 000	98,17
Tchad	52 semaines	TD1300000353	lundi 25 juin 2018	mercredi 27 juin 2018	36 111	6,00	lundi 24 juin 2019	99,92	31 611	4 500	36 111	93,97
Cameroun	26 semaines	CM1200000642	mercredi 27 juin 2018	vendredi 29 juin 2018	7 000	2,81	vendredi 28 décembre 2018	232,14	7 000	0	7 000	98,58
Gabon	13 semaines	GA1100000601	mercredi 27 juin 2018	vendredi 29 juin 2018	12 000	3,77	vendredi 28 septembre 2018	275,00	4 167	7 833	12 000	99,05

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin juin 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018	mercredi 23 novembre 2016	5 000	99,51	lundi 26 novembre 2018	250,00	5 000	0	5 000	4,75	4,7741
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018#1	mercredi 14 décembre 2016	10 000	98,62	lundi 26 novembre 2018	100,00	5 000	5 000	10 000	4,75	4,8185
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	8 000	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,5	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	48 760	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	15 000	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	30 000	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	30 000	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	5 000	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO -2018	mercredi 19 octobre 2016	9 000	100,00	lundi 22 octobre 2018	100,00	9 000	0	9 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO -2018	mercredi 28 septembre 2016	5 000	100,00	lundi 1 octobre 2018	100,00		5 000	5 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	15 000	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	26 800	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26800	0	26 800	4,5	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	27 449	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	12000	15 449	27 449	5	5,0013

IV- AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque

Rubriques	18.12.08 25.03.09	26.03.09 01.07.09	02.07.09 28.07.10	29.07.10 31.10.11	01.11.11 18.12.11	19.12.11 29.07.12	30.07.12 21.07.13	22.07.13 31.10.13	01.11.13 17.12.13	18.12.13 08.07.14	09.07.14 09.07.15	10.07.15 26.03.17	27.03.17 10.07.17	Date de la dernière modification 11.07.17
I - Opérations des Trésors														
(Hors Marché)														
. Taux des avances aux Trésors	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50	3,25	3,25	2,95	2,45	2,95	2,95
. Taux de pénalité aux Trésors	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	**7,00**
- Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP)														
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	2,20	1,90	1,25	1,25	1,50	1,25	1,00	0,75	0,75	0,50	0,40	0,40	0,40	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	2,00	1,70	1,05	0,85	1,10	0,85	0,60	0,35	0,35	0,10	0,05	0,05	0,05	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	1,40	1,10	0,85	0,60	0,85	0,60	0,35	0,10	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
II - Marché monétaire														
A-Injections de liquidité														
1- Guichet "A"														
. Taux des appels d'offres (TIAO)	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50	3,25	3,25	2,95	2,45	2,95	2,95
. Taux des prises en pension (TIPP)	6,50	6,25	6,00	5,75	5,75	5,75	5,75	5,25	5,00	5,00	4,70	4,20	4,70	4,70
. Taux des Interventions Ponctuelles (TISIP)	6,5-12	6,25-12	6,0-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0	5,75-10,0	5,25-10,0	5,00-10,0	5,00-10,0	4,70-10,0	4,20-10,00	4,70-10,00	**4,70-7,00**
. Taux des Av.except.s/Cert.de Plac.(TACP)*	4,75	4,50	4,25	4,00	4,00	4,00	4,00	3,50	3,25	3,25	2,95	2,45	2,45	2,45
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	12,00	12,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	**7,00**
2- Guichet "B"														
. Taux effectifs s/anciens CMT irrévocables **	5,25	5,25	4,25	4,25	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	3,25	2,95	2,45	2,95	2,95
B-Ponctions de liquidité														
(Appels d'offres négatifs)														
. Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	1,3000	1,0000	0,8500	0,6000	0,6000	0,6000	0,3500	0,1000	0,1000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000
. Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	1,3625	1,0625	0,9125	0,6625	0,6625	0,6625	0,4125	0,1625	0,1625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625	0,0625
. Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	1,4250	1,1250	0,9750	0,7250	0,7250	0,7250	0,4750	0,2250	0,2250	0,1250	0,1250	0,1250	0,1250	0,1250
III - Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	2,75	2,75	2,45	2,45	2,45	2,45

* *Le taux des avances exceptionnelles garanties par la remise des Certificats de Placement est égal au TIAO.*

** *Le taux applicable sur les nouveaux crédits est le TIAO en vigueur lors de la mise en place du crédit (TIAO initial) . Il peut être revu à la baisse, ainsi qu'à la hausse (TIAO Pondéré) sans pouvoir dépasser le TIAO initial.*
Le TIAO pondéré du premier trimestre 2016 est de 2,50%.
CMT : crédits à moyen terme.

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

Dernière modification : 21.03.2018

(En pourcentage)

Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	%
I - Coefficients des réserves obligatoires (*)		**I - Coefficients des réserves obligatoires (**)**	
- Exigibilités à vue		***- Exigibilités à vue***	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	***- Exigibilités à terme***	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
		II - Taux de rémunération des réserves	1,05
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25		
- Exigibilités à terme			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05		

(*) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.
(**) Par décision N°03/CPM/2018 du CPM du 21 mars 2018, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été harmonisés pour tous les établissements de crédit de la sous-région.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(en pourcentage)

Pays/Régions	2016	2017								2018						Dates de la dernière modification
	Juin	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Avril	Mai	Juin	
BCEAO																
. Taux d'appel d'offres																
- *injections de liquidité* [2]	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	*17 septembre 2013*
- *reprises de liquidité*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	3,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	*16 décembre 2016*
ZONE EURO [3]																
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*16 mars 2016*
. Facilité de prêt marginal	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	*16 mars 2016*
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	*16 mars 2016*
ROYAUME-UNI																
. Prêts maisons d'escompte	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	*02 novembre 2017*
CHINE																
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	*23 octobre 2015*
ETATS-UNIS																
. Taux d'escompte	0,50	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	*13 juin 2018*
. Taux au j/j "Fed Funds" [4]	0,50	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	*13 juin 2018*
NIGERIA																
Monetary Policy Rate	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	*26 juillet 2016*
Standing Deposit Rate	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Standing LendingRate	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	*26 juillet 2016*

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2017							2018						Variation [1] juin 18 - juin 17
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	
I. Facteurs autonomes (a-b)	**6 975**	**-3 406**	**-45 847**	**-94 394**	**-90 569**	**-72 300**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**22 640**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	975 785	976 994	1 016 314	1 000 034	1 022 663	1 045 780	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	92 401
. Réserves flottantes :	389 798	401 749	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	391 138
-Comptes courants des Ets de crédit	389 798	401 749	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	391 138
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	54 016	54 026	54 016	54 016	54 032	54 010	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	-2 749
.FMI-Allocations de DTS	141 772	139 586	138 984	139 198	140 347	138 901	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	-1 477
.Divers-passifs	-110 589	-109 965	-109 723	-110 319	-109 033	-107 757	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	767
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 270 388	1 469 655	1 522 789	1 530 494	1 521 021	1 524 225	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	410 113
.Autres créances sur l'extérieur	85 210	84 119	84 298	84 061	84 644	83 775	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	-928
.Créances sur l'Etat (net)	67 232	-107 588	60 084	119 668	108 369	175 292	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	49 842
.Divers-Actifs	20 978	19 611	19 621	19 614	19 363	19 698	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	-1 586
II. Réserves obligatoires [1]	**193 014**	**190 703**	**198 617**	**199 531**	**201 433**	**201 145**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**199 989**	**187 297**	**152 770**	**105 137**	**110 864**	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**-170 374**
1. Guichet "A"	**199 989**	**187 297**	**152 770**	**105 137**	**110 864**	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**-170 374**
.Appels d'offres positifs	199 892	187 201	152 747	105 137	110 864	128 845	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	-199 892
.Pensions et autres	97	96	23	0	0	0	0	0	0	0	0	28	29 615	29 518

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation (1)
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-356**	**-2 880**	**-2 545**	**-1 926**	**-2 359**	**-1 959**	**-1 850**	**616**	**542**	**523**	**504**	**485**	**414**	**770**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	157 935	161 253	161 410	161 923	157 641	161 284	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	19 463
. Réserves flottantes :	32 052	22 811	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	-6 533
-Comptes courants des Ets de crédit	32 052	22 811	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	-6 533
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	21 241	21 620	21 572	21 905	21 788	21 619	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	-836
.FMI-Allocations de DTS	42 683	42 025	41 843	41 908	42 254	41 818	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	-445
.Divers-passifs	36 523	35 654	35 422	34 044	33 789	33 636	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	1 924
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	157 149	173 949	172 681	167 179	161 359	168 846	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	18 740
.Autres créances sur l'extérieur	28 428	31 938	32 010	31 242	31 214	30 824	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	227
.Créances sur l'Etat (net)	97 761	72 555	73 319	80 755	85 770	84 244	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	-5 905
.Divers-Actifs	7 452	7 802	7 990	8 011	7 921	8 056	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	-257
II. Réserves obligatoires (1)	**0**	**3 505**	**3 363**	**2 619**	**3 033**	**2 613**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
II. Concours du marché monétaire	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**635**	**52**	**52**	**52**	**52**	**485**	**0**	**-52**
Guichet "A"	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**106**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**0**	**-52**
. Appels d'offres positifs	52	52	52	52	52	52	106	52	52	52	52	52	0	-52

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation (1)
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**18 712**	**16 644**	**26 046**	**31 245**	**31 609**	**91 651**	**90 901**	**91 401**	**90 472**	**90 472**	**89 722**	**85 698**	**101 848**	**83 136**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	510 264	515 586	503 102	480 372	464 055	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	-58 701
. Réserves flottantes :	144 943	201 656	182 048	185 737	129 138	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	89 294
-Comptes courants des Ets de crédit	144 888	201 600	181 992	185 682	129 083	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	89 294
-dépôts et placements Marché Monétaire	55,421628	55,421628	55	55	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	0
.Engagements extérieurs	14 626	14 648	14 607	14 581	14 642	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	-721
.FMI-Allocations de DTS	63 732	62 749	62 479	62 575	63 092	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	-664
.Divers-passifs	2 255	5 120	6 100	5 511	8 154	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	-620
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	146 319	219 753	173 514	144 920	79 396	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	-67 271
.Autres créances sur l'extérieur	78 685	77 782	77 515	77 403	78 001	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	-794
.Créances sur l'Etat (net)	480 477	473 760	479 263	483 196	476 730	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	10 363
.Divers-Actifs	11 628	11 821	11 998	12 011	13 345	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	3 154
II. Réserves obligatoires (1)	**78 892**	**79 781**	**96 425**	**65 180**	**64 066**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**90 901**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**85 698**	**46 900**	**16 900**
Guichet "A"	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**46 900**	**16 900**
. Appels d'offres positifs	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	0	-24 150
. Pensions et autres	5850	5850	5850	5850	5 850	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	46 900	41 050

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation [1]
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-23 429**	**-19 441**	**-12 945**	**-17 098**	**-37 713**	**-42 308**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**42 429**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	415 993	411 843	403 641	404 473	394 798	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	5 121
. Réserves flottantes :	142 853	112 839	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	177 350
-Comptes courants des Ets de crédit	142 853	112 839	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	177 350
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 848	26 816	26 828	26 801	26 804	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	-1 536
.FMI-Allocations de DTS	118 732	117 341	115 532	115 033	115 211	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	-2 614
.Divers-passifs	136	51	12 812	2 864	2 838	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 900
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	293 848	292 414	265 383	342 896	329 020	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	45 950
.Autres créances sur l'extérieur	144 011	141 654	139 483	139 076	139 133	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	-3 453
.Créances sur l'Etat (net)	277 494	241 414	281 988	190 661	248 329	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	91 105
.Divers-Actifs	12 637	12 848	13 184	13 271	13 237	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	390
II. Réserves obligatoires [1]	**103 103**	**99 368**	**92 514**	**90 974**	**90 304**	**92 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
II. Concours du marché monétaire	**79 674**	**79 927**	**79 569**	**73 876**	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**-60 674**
Guichet "A"	**79 674**	**79 927**	**79 569**	**73 876**	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**-60 674**
.Appels d'offres positifs	79 674	79 927	79 569	73 876	52 591	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	0	-79 674
. Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 000	19 000

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Equatoriale

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation (1)
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**59 468**	**64 959**	**30 002**	**9 331**	**18 375**	**55 679**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**87 964**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	175 799	174 504	183 156	181 095	185 547	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	-1 313
. Réserves flottantes :	228 904	262 466	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	44 854
-Comptes courants des Ets de crédit	228 904	262 466	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	44 854
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	26 083	26 083	26 083	26 083	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	-1 327
.FMI-Allocations de DTS	25 025	24 639	24 533	24 571	24 774	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	-261
.Divers-passifs	13 335	14 666	16 070	17 344	18 724	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	-1 272
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	22 456	-13 602	78 024	74 573	-12 570	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-47 806
.Autres créances sur l'extérieur	47 203	46 475	46 273	46 344	46 726	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	-503
.Créances sur l'Etat (net)	332 437	396 707	368 782	389 315	462 123	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	-174
.Divers-Actifs	7 581	7 819	7 894	7 783	7 454	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	1 199
II. Réserves obligatoires [1]	**70 032**	**69 541**	**69 998**	**70 669**	**71 625**	**71 321**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**129 500**	**134 500**	**100 000**	**80 000**	**90 000**	**127 000**	90000	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**138 650**	**9 150**
1. Guichet "A"	**129 500**	**134 500**	**100 000**	**80 000**	**90 000**	**127 000**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**17 932**
. Appels d'offres positifs	129 500	134 500	100 000	80 000	90 000	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	17 932

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation (1)
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**193 810**	**171 168**	**174 212**	**174 498**	**176 707**	**187 929**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**-12 250**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	417 986	396 948	401 525	407 472	415 515	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	-3 081
. Réserves flottantes :	23 213	21 680	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	12 325
-Comptes courants des Ets de crédit	23 213	21 680	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	12 325
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 730	25 748	25 781	25 712	25 752	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	-1 303
.FMI-Allocations de DTS	42 884	42 223	42 041	42 106	42 453	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	-447
.Divers-passifs	21 908	22 987	23 196	23 862	25 588	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	22 655
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-197 893	-179 298	-119 913	-136 858	-111 451	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	153 626
.Autres créances sur l'extérieur	33 932	33 420	33 485	33 400	33 635	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	-302
.Créances sur l'Etat (net)	491 123	473 249	438 103	446 348	463 383	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	-111 494
.Divers-Actifs	10 749	11 047	11 265	11 113	10 699	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	569
II. Réserves obligatoires [1]	**0**	**10 184**	**10 249**	**10 793**	**11 084**	**11 217**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**193 810**	**181 352**	**184 461**	**185 291**	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**-12 250**
														0
Guichet "A"	**193 810**	**181 352**	**184 461**	**185 291**	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**-12 250**
. Appels d'offres positifs	34 089	22 926	27 535	28 365	30 865	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	-34 089
. Pensions et autres	159 721	158 426	156 926	156 926	156 926	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	21 839

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC

(En millions de F CFA)

	2017								2018					Variation (1)
	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	juin 18 - juin 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**255 179**	**227 044**	**168 923**	**101 656**	**96 050**	**218 691**	**498 640**	**511 625**	**511 236**	**523 072**	**466 224**	**496 695**	**479 868**	**224 689**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 653 761	2 637 129	2 669 148	2 635 368	2 640 219	2 647 194	2 862 648	2 700 203	2 652 977	2 693 452	2 706 567	2 703 983	2 707 652	53 890
. Réserves flottantes :	961 764	1 023 200	1 200 630	1 214 970	1 175 392	1 359 754	1 613 073	1 716 481	1 867 257	1 774 158	1 601 417	1 738 591	1 670 193	708 429
-Comptes courants des Ets de crédit	961 709	1 023 145	1 200 575	1 214 914	1 175 336	1 359 698	1 613 018	1 716 425	1 867 201	1 774 102	1 601 361	1 738 535	1 670 138	708 429
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	168 544	168 942	168 887	169 098	169 101	168 867	159 785	168 836	168 526	168 790	160 388	160 250	160 071	-8 473
.FMI-Allocations de DTS	434 828	428 563	425 411	425 391	428 130	424 660	422 145	415 835	420 838	419 428	423 239	430 480	428 921	-5 907
.Divers-passifs	-36 433	-31 486	-16 123	-26 695	-19 940	-10 098	-2 962	-8 391	-32 590	-5 709	-19 762	-21 274	-14 880	21 553
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 692 267	1 962 871	2 092 476	2 123 205	1 966 775	1 925 317	2 328 705	2 401 355	2 336 186	2 198 449	2 129 528	2 185 897	2 205 620	513 353
.Autres créances sur l'extérieur	417 469	415 388	413 063	411 526	413 353	410 897	407 665	401 569	404 680	403 392	407 672	415 130	411 715	-5 754
.Créances sur l'Etat (net)	1 746 524	1 550 097	1 701 539	1 709 943	1 844 704	1 961 732	1 753 918	1 602 512	1 750 286	1 844 348	1 803 348	1 823 873	1 780 261	33 737
.Divers-Actifs	71 025	70 947	71 951	71 803	72 020	73 740	65 760	75 903	74 619	80 859	65 076	90 435	74 493	3 468
II. Réserves obligatoires [1]	**445 041**	**453 082**	**471 166**	**439 766**	**441 545**	**378 604**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**633 025**	**613 128**	**546 852**	**474 356**	**471 298**	**535 043**	**439 696**	**449 660**	**450 273**	**462 128**	**406 049**	**440 564**	**424 507**	**-208 518**
1. Guichet "A"	**633 025**	**613 128**	**546 852**	**474 356**	**471 298**	**535 043**	**439 696**	**449 660**	**450 273**	**462 128**	**406 049**	**440 564**	**424 507**	**-208 518**
. Appels d'offres positifs	467 357	448 756	384 053	311 580	308 522	362 891	267 544	274 415	281 668	295 023	246 444	286 781	147 432	-319 925
. Pensions et autres	165 668	164 372	162 799	162 776	162 776	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 605	153 783	277 075	111 407

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2016	2017								2018				
		Juin	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
Avoirs officiels bruts en devises [a] (En millions de FCFA)	Cameroun	1 724 686	1 355 598	1 553 774	1 607 087	1 614 555	1 605 666	1 608 000	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782
	Centrafrique	155 477	185 577	205 887	204 691	198 421	192 572	199 671	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544
	Congo	1 002 513	225 004	297 535	251 028	222 323	157 396	135 927	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939
	Gabon	949 343	434 068	404 866	481 972	468 153	480 878	444 553	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356
	Guinée Equatoriale	505 091	69 659	32 873	124 296	120 917	34 157	49 581	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350
	Tchad	- 93 226	- 163 961	- 145 878	- 86 429	- 103 458	-77 817	-101 518	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637
	Sces Centraux	443 872	678 805	655 388	655 814	650 159	641 990	637 064	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670
	CEMAC	**4 687 755**	**2 784 750**	**3 004 445**	**3 238 460**	**3 171 070**	**3 034 842**	**2 973 277**	**6 707 815**	**3 461 063**	**3 398 580**	**3 257 539**	**3 224 953**	**6 731 836**	**3 231 005**
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) [b]	Cameroun	81,8	70,01	73,28	75,13	76,42	75,41	69,79	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46
	Centrafrique	77,55	81,86	82,56	82,24	81,35	80,84	81,27	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75
	Congo	65,05	26,76	32,68	29,08	26,62	20,50	18,30	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09
	Gabon	72,17	50,33	49,24	53,31	53,88	54,85	53,06	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45
	Guinée Equatoriale	46,17	8,89	6,86	15,61	15,65	7,03	6,63	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03
	Tchad	5,62	5,32	5,33	5,30	5,27	5,43	5,18	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87
	CEMAC	**68,39**	**53,90**	**56,07**	**58,59**	**58,96**	**57,41**	**54,65**	**57,51**	**58,01**	**57,46**	**56,40**	**57,23**	**57,19**	**56,15**
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	660 256	1 054 180	1 294 185	1 364 133	1 364 184	1 369 767	1 368 085	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120
	Centrafrique	42 009	110 367	132 087	153 031	147 597	144 335	151 223	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145
	Congo	377 241	120 980	193 322	155 199	129 031	71 295	52 317	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176
	Gabon	288 355	239 406	231 388	304 963	291 264	304 433	272 076	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318
	Guinée Equatoriale	174 501	13 386	- 16 875	65 829	63 149	-14 326	1 191	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559
	Tchad	- 55 885	- 166 267	- 159 894	- 109 275	- 123 819	-103 090	-123 029	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449
	Sces Centraux	343 935	588 557	561 268	548 823	566 536	547 789	554 868	441 609	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932
	CEMAC	**1 830 412**	**1 960 609**	**2 235 481**	**2 482 703**	**2 437 943**	**2 320 204**	**2 276 731**	**2 551 843**	**2 806 336**	**2 758 332**	**2 617 258**	**2 659 421**	**2 685 353**	**2 630 682**

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVl : Situation comptable de la BEAC au 30 juin 2018

Actif

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	2 730 961 206 663	525 341 495 017	1 680 500 410 521	175 889 023 653	79 047 964 908	339 798 484 426	-25 349 746 313	-44 266 425 549
Avoirs Extérieurs à vue	2 661 554 019 686	525 341 495 017	1 627 011 388 421	170 321 818 099	76 573 636 259	329 090 993 662	-24 541 419 445	-42 243 892 327
Billets Etrangers	28 878 667 009	1 416 575 202	1 891 520 883	1 177 272 233	1 397 824 679	3 772 726 677	17 415 267	19 205 332 068
Correspondants Hors Zone d'Emission	1 993 029 314	1 993 029 314	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	2 630 682 323 363	521 931 890 501	1 625 119 867 538	169 144 545 866	75 175 811 580	325 318 266 985	-24 558 834 712	-61 449 224 395
Compte d'Opérations	2 630 682 323 363	521 931 890 501	1 625 119 867 538	169 144 545 866	75 175 811 580	325 318 266 985	-24 558 834 712	-61 449 224 395
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	69 407 186 977	0	53 489 022 100	5 567 205 554	2 474 328 649	10 707 490 764	-808 326 868	-2 022 533 222
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	69 407 186 977	0	53 489 022 100	5 567 205 554	2 474 328 649	10 707 490 764	-808 326 868	-2 022 533 222
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE–OR	141 798 984 094	88 294 477 523	21 040 961 446	7 815 394 096	7 815 515 619	9 017 433 783	0	7 815 201 627
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	358 244 410 416	33 850 336	63 240 907 419	20 839 470 787	70 075 749 321	131 540 093 044	46 700 098 457	25 814 241 052
Quotes-Parts en Devises	195 276 008 696	0	51 163 322 726	19 924 973 547	29 926 982 849	38 679 044 107	29 975 854 564	25 605 830 903
Avoirs en D.T.S.	162 968 401 720	33 850 336	12 077 584 693	914 497 240	40 148 766 472	92 861 048 937	16 724 243 893	208 410 149
CREANCES SUR LES BANQUES	479 867 998 527	0	29 615 000 000	413 524 056	101 847 549 694	19 000 000 000	147 432 000 000	181 559 924 777
Concours du Marché Monetaire : Guichet A	424 506 924 777	0	29 615 000 000	0	46 900 000 000	19 000 000 000	147 432 000 000	181 559 924 777
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	424 506 924 777	0	29 615 000 000	0	46 900 000 000	19 000 000 000	147 432 000 000	181 559 924 777
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	55 361 073 750	0	0	413 524 056	54 947 549 694	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 971 750 279	0	577 371 174 760	81 158 413 398	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	8 368 615 406	0	21 016 333	1 013 097	0	0	8 346 585 976	0
Avances Exceptionnelles	2 933 999 501	0	452 158 427	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 761 669 135 372	0	576 898 000 000	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	600 356 500 000	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	176 356 374 530		108 949 495 184	34 551 888 751	0	0	0	32 854 990 595
VALEURS IMMOBILISEES	438 784 678 313	396 929 668 571	9 966 622 339	4 188 149 221	8 325 838 687	5 161 637 789	5 700 232 550	8 512 529 156
Immobilisations Financières	211 435 902 363	182 490 262 316	7 964 036 770	3 141 810 840	6 737 448 481	2 798 418 348	3 377 832 670	4 926 092 938
Créances sur le Personnel	46 681 072 700	17 804 738 531	7 932 637 183	3 137 354 665	6 727 394 135	2 798 206 148	3 377 832 670	4 902 909 368
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	122 024 491 383	121 955 185 505	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 548 528 091	11 548 522 091	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	215 068 486 184	202 159 122 489	2 002 579 569	1 046 338 381	1 588 390 206	2 363 219 441	2 322 399 880	3 586 436 218
Autres immobilisations	731 761 675	731 761 675						
AUTRES ACTIFS	34 033 503 515	34 033 503 515	0	0	0	0	0	0
DEBITEURS DIVERS	34 690 491 054	2 052 490 866	9 425 150 876	3 006 193 151	6 455 744 064	7 865 943 583	3 079 412 075	2 805 556 439
Avances Diverses au Personnel	2 809 255 683	2 216 402 890	92 254 608	35 876 599	129 570 724	85 436 028	39 733 119	209 981 715
Autres Débiteurs Divers	357 794 256	-609 719 093	0	0	13 247 470	958 102 353	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	31 523 441 115	445 807 069	9 332 896 268	2 970 316 552	6 312 925 870	6 822 405 202	3 043 515 430	2 595 574 724
TOTAL DE L'ACTIF	**7 167 709 397 391**	**1 046 685 485 828**	**2 500 109 722 545**	**327 862 057 113**	**846 020 520 720**	**965 335 751 052**	**786 717 241 172**	**694 978 618 961**
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	**6 620 913 559 096**	**1 097 119 694 488**	**1 967 601 131 329**	**305 919 833 499**	**906 675 372 512**	**979 782 772 671**	**822 025 613 819**	**541 789 140 778**

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 30 juin 2018

Passif

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	2 707 651 711 240		1 068 186 600 433	177 398 069 150	451 562 297 929	421 114 023 628	174 485 261 415	414 905 458 685
TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	1 169 740 612 661	673 265 405	569 246 937 374	23 854 254 715	81 612 700 988	84 353 424 712	276 891 491 446	133 108 538 021
Comptes courants	417 206 706 549	0	100 259 941 810	20 391 496 296	49 057 204 246	69 885 703 856	47 433 244 497	130 179 115 844
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	3 236 025 401	0	0	0	757 382 713	694 113 132	1 784 529 556	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	56 421 089 884	0	0	0	2 094 140 923	8 093 284 797	46 233 664 164	0
Dépôts spéciaux	692 876 790 827	673 265 405	468 986 995 564	3 462 758 419	29 703 973 106	5 680 322 927	181 440 053 229	2 929 422 177
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	1 670 909 569 657	0	698 617 498 645	42 695 737 705	234 203 653 281	338 242 666 125	297 673 504 596	59 476 509 305
Banques et Institutions Etrangères	160 071 184 390	0	51 267 132 345	20 404 874 502	13 904 738 525	25 312 010 177	24 755 968 287	24 426 460 554
Banques et Institutions Financières de la Zone	1 510 838 385 267	0	647 350 366 300	22 290 863 203	220 298 914 756	312 930 655 948	272 917 536 309	35 050 048 751
Comptes courants	1 510 782 963 639	0	647 350 366 300	22 290 863 203	220 243 493 128	312 930 655 948	272 917 536 309	35 050 048 751
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES COMPTES COURANTS	206 192 494 223	46 837 464 456	133 586 005 724	3 229 031 304	13 938 940 393	7 272 014 669	840 576 310	488 461 367
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	428 920 655 567	0	140 294 656 810	42 237 979 817	63 068 144 154	116 118 433 752	24 764 250 665	42 437 190 369
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	16 089 962 398	16 089 962 398	0	0	0	0	0	0
AUTRES PASSIFS	0	0	0	0	0	0	0	0
PROVISIONS	45 816 939 562	45 816 939 562	0	0	0	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	0	0	0	0	0	0	0	0
RESERVES	767 029 957 801	854 597 510 962	-112 468 246 972	23 897 716 245	-2 307 550 546	-4 150 364 654	-1 911 356 753	9 372 249 519
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	91 507 313 350	91 507 313 350	0	0	0	0	0	0
CREDITEURS DIVERS	75 406 752 715	21 484 066 495	177 267 805	15 660 308 388	322 493 744	720 201 523	8 444 434 424	28 597 980 336
TRANSFERTS NON DENOUES	175 884 685	-14 685	175 899 370	0	0	0	0	0
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	2 360 544 773	1 886 810 438	319 027 183	89 046	267 255	17 390 339	123 559 808	13 400 704
COMPTE DE RESULTAT	-14 093 001 241	-32 207 832 553	1 974 076 173	-1 111 129 257	3 619 573 522	1 647 960 958	5 405 519 261	6 578 830 655
TOTAL DU PASSIF	7 167 709 397 391	1 046 685 485 828	2 500 109 722 545	327 862 057 113	846 020 520 720	965 335 751 052	786 717 241 172	694 978 618 961
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	6 620 913 559 096	1 097 119 694 488	1 967 601 131 329	305 919 833 499	906 675 372 512	979 782 772 671	822 025 613 819	541 789 140 778

Taux de couverture extérieure	56,15%	71,46%	82,75%	20,09%	56,45%	6,03%	7,87%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	57,19%	71,78%	81,89%	18,83%	57,31%	6,17%	5,34%

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les Etats au 30 juin 2018

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur avances statutaires	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles (2)	Total
Cameroun	0	576 898	452	577 350
Centrafrique	1	80 484	673	81 158
Congo	0	572 000	452	572 452
Gabon	0	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	8 347	600 357	452	609 156
Tchad	0	479 430	452	479 882
Total	8 348	2 761 669	2 933	2 772 950

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des engagements des Etats ont été consolidés au 31 décembre 2017.
(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo: Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	juin		juin		juin		juin		juin		juin		juin		juin	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	**1 656 349**	**1 846 551**	**95 582**	**96 725**	**184 081**	**144 563**	**341 244**	**487 157**	**195 289**	**104 599**	**-343 226**	**-248 843**	**661 670**	**598 057**	**1 987 595**	**2 189 537**
BEAC	999 961	1 255 246	58 290	55 142	173 992	94 933	226 275	215 892	18 264	-29 693	-302 763	-203 075	661 670	598 057	1 768 085	1 931 554
Banques (BCM et AIBE)	656 388	591 305	37 292	41 583	10 089	49 630	114 969	271 265	177 025	134 292	-40 463	-45 768	0	0	219 510	257 983
2- Crédit Intérieur (a+b)	**3 160 263**	**3 390 874**	**261 513**	**285 895**	**1 851 162**	**1 730 527**	**1 714 940**	**1 907 685**	**1 279 614**	**1 371 102**	**1 110 391**	**1 099 954**	**120 805**	**120 805**	**10 260 544**	**10 656 369**
a- Créances nettes sur l'Etat	124 934	165 475	135 379	149 010	584 987	611 641	580 480	818 252	112 711	204 730	483 791	480 908	-673	-673	2 370 817	2 850 802
dont Position Nette du Gouvernement	*216 482*	*223 769*	*144 877*	*156 559*	*597 641*	*613 969*	*635 291*	*871 085*	*248 203*	*246 588*	*520 761*	*496 256*	*-673*	*-673*	*2 717 483*	*3 030 286*
b- Créances sur l'économie	3 035 329	3 225 399	126 134	136 885	1 266 175	1 118 886	1 134 460	1 089 433	1 166 903	1 166 372	626 600	619 046	121 478	121 478	7 889 727	7 805 567
Court terme	1 859 334	1 987 064	68 179	82 477	605 653	534 205	653 480	553 040	1 012 917	1 002 217	475 238	446 048	0	0	4 817 543	4 713 975
Moyen terme	1 079 268	1 147 935	33 737	45 104	636 921	559 316	453 119	513 144	137 986	140 810	132 710	152 557	121 478	121 478	2 863 197	2 897 923
Long terme	96 727	90 400	24 218	9 304	23 601	25 365	27 861	23 249	16 000	23 345	18 652	20 441	0	0	208 987	193 669
TOTAL DES CONTREPARTIES	***4 816 612***	***5 237 425***	***357 095***	***382 620***	***2 035 243***	***1 875 090***	***2 056 184***	***2 394 842***	***1 474 903***	***1 475 701***	***767 165***	***851 111***	***782 475***	***718 862***	***12 248 139***	***12 845 906***
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	**4 153 242**	**4 440 620**	**300 181**	**321 968**	**1 829 905**	**1 603 250**	**1 901 459**	**2 233 742**	**1 127 748**	**1 107 891**	**849 194**	**808 558**	**0**	**0**	**10 211 822**	**10 557 402**
a- Monnaie fiduciaire	828 523	902 777	152 587	168 195	462 603	413 686	325 875	332 960	144 133	139 913	326 675	303 791	0	0	2 245 140	2 261 322
b- Monnaie scripturale	1 784 716	1 887 932	88 925	97 422	1 026 430	867 494	902 534	1 170 750	715 056	705 408	424 400	408 238	0	0	4 977 380	5 168 279
c- Quasi-monnaie	1 540 003	1 649 911	58 669	56 351	340 872	322 070	673 050	730 032	268 559	262 570	98 119	96 529	0	0	2 989 302	3 127 801
2- Autres postes nets	**663 370**	**796 805**	**56 914**	**60 652**	**205 338**	**271 840**	**154 725**	**161 100**	**347 155**	**367 810**	**-82 029**	**42 553**	**782 475**	**718 862**	**2 036 317**	**2 288 504**
TOTAL DES RESSOURCES	***4 816 612***	***5 237 425***	***357 095***	***382 620***	***2 035 243***	***1 875 090***	***2 056 184***	***2 394 842***	***1 474 903***	***1 475 701***	***767 165***	***851 111***	***782 475***	***718 862***	***12 248 139***	***12 845 906***

Annexes

Annexe 1 **: Lexique des termes monétaires et financiers**

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet de cet accord peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : la technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe[2] pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offre.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage de la liquidité, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

[2] La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidités.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidités et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de crédit de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'Etat et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux…). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve international créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux Etats membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Emission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'Etat et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 octobre 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision N°05/CPM/2013 du 31 octobre 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Federal Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux Etats-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des Etats-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Emission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision qui permet à la BEAC d'arrêter les objectifs monétaires et de crédit ainsi que le montant du refinancement aux établissements de crédit à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les Etats de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.
Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, …).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'injection de liquidité organisés par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures ($TISPP_0$) ;

- Taux d'Intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, …) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : **Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC**

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'Etat au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 octobre 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque Etat de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5eme soit 20%, depuis le 1er janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des Etats membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux Etats, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 août 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :

    1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Equatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
    2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
    3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.

- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC apporte de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;

- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;
- fixer à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une ***limite sous-régionale d'intervention*** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

Annexe 3a : Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC

	Offreurs	Demandeurs
Cameroun		
- Banques (1)	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun
- Etablissements financiers (1)	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY ALIOS FINANCE
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
République centrafricaine		
- Banques (1)	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
Congo		
- Banques (1)	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo BCH UBA Congo BSCA CONGO	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo UBA Congo BSCA CONGO
- Etablissement de microfinance	MUCODEC	
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

Annexe 3b **: Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC**

(suite)

	Offreurs	Demandeurs
Gabon		
- Banques (1)	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B. BHG ORABANK Gabon ECOBANK Gabon	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B. ORABANK Gabon
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
Guinée Equatoriale		
- Banques (1)	S.G.B.-GE. Centre des Chèques Postaux BANGE	S.G.B.-GE CCEI BANK GE BANGE
- Trésor	Trésor public	
Tchad		
- Banques (1)	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

DOCUMENT REALISE PAR LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

“ B.E.A.C. ”

SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDE - CAMEROUN

DIRECTION DU CREDIT, DES MARCHES DE CAPITAUX ET DU CONTROLE BANCAIRE
SERVICE DES OPERATIONS DE POLITIQUE MONETAIRE

TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int

BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A L’ADRESSE CI-DESSUS